

Considérant que la rénovation de l'infrastructure sur le campus « De Markt » a été achevée et que la capacité modifiée n'est plus souhaitée;

Sur la proposition du Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 22, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 octobre 2008 portant exécution du décret du 7 mars 2008 relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse et du décret cadre politique administrative du 18 juillet 2003, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 avril 2013, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le point *a*) est remplacé par ce qui suit :

« *a*) 40 places pour garçons en section à régime éducatif fermé « De Hutten »; »;

2^o au point *b*), le nombre « 62 » est remplacé par le nombre « 72 ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 juin 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

J. VANDEURZEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/203939]

27 JUIN 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 38, § 1^{er}, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif au marché régional de l'électricité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'avis CD-13d28-CWaPE-484 de la CWaPE du 28 avril 2013, donné en extrême urgence;

Vu l'urgence motivée par les éléments suivants :

- la décision (B)130516-CDC-658E/26 du 16 mai 2013 relative à « la proposition tarifaire rectifiée de ELIA SYSTEM OPERATOR SA du 2 avril 2013 pour la période régulatoire 2012-2015 » adoptée en application de l'article 12^{quater}, § 2, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, de la CREG qui souligne que :

« 198. Par son courrier daté du 14 mars 2013, Elia a informé la CREG de la situation actuelle du marché des certificats verts en Région wallonne. Elia a également demandé à la CREG quelles suites, notamment en matière tarifaire, elle entend donner au constat dressé par Elia.

199. A ce jour, aucun élément concret ne permet à la CREG de répondre à la requête d'Elia. De nombreuses informations ont récemment circulé dans la presse ou lors d'échanges entre la CREG et les acteurs impliqués mais aucune décision officielle n'est, à ce jour, venue confirmer ces informations. Toutefois, des évolutions concrètes étant attendues prochainement, la CREG ne juge pas opportun de modifier le tarif pour l'obligation de service public pour le financement des mesures de soutien aux énergies renouvelables en Wallonie dans le cadre de la proposition tarifaire rectifiée.

200. Par conséquent, la CREG décide d'approuver les valeurs proposées par Elia pour les années 2012 et 2013.

201. La CREG invite toutefois Elia à lui soumettre une nouvelle proposition d'adaptation de ce tarif dès que des éléments suffisamment concrets pourront être pris en considération. Dans sa lettre du 26 avril 2013, Elia a confirmé son intention de revenir vers la CREG en ce qui concerne ce tarif. »;

- la volonté claire d'Elia d'introduire une nouvelle proposition tarifaire à court terme afin de revoir la surcharge tarifaire « certificats verts » à la hausse;

- l'impact de cette surcharge sur le prix de l'électricité et le risque, pour la compétitivité des entreprises et le pouvoir d'achat des citoyens consommateurs d'électricité, consécutif à cette demande d'adaptation;

- l'impact spécifique des achats relatifs aux octrois anticipés en 2013 sur ce niveau de surcharge, confirmé par la CREG lors de son audition par le Gouvernement en séance du Gouvernement du 28 mars 2013 au vu des dernières statistiques disponibles relatives aux commandes d'installations solaires photovoltaïques d'une puissance égale ou inférieure à 10 kW;

- à défaut d'agir à très court terme, l'impact de cette surcharge sur le prix de l'électricité constitue un risque préjudiciable qui nuirait gravement à la compétitivité des entreprises et au pouvoir d'achat des citoyens consommateurs d'électricité par une nouvelle augmentation irréversible des tarifs;

Vu l'avis 53.549/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 juin 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable en charge de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 13, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2010, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'octroi anticipé des certificats verts ne s'applique pas aux installations de production d'électricité à partir de panneaux solaires photovoltaïques d'une puissance nette inférieure ou égale à 10 kW lorsque, pour ces installations, la date de référence pour la détermination des modalités d'attribution des certificats verts applicables à ces installations, telle que définie par l'article 15^{quater}, alinéa 2, est postérieure à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération. »

Art. 2. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 juin 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/203939]

27. JUNI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 38, § 1, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des in äußerster Dringlichkeit abgegebenen Gutachtens der CWaPE Nr. CD-13d28-CWaPE-484 vom 28. April 2013;

Aufgrund der auf folgenden Tatbeständen beruhenden Dringlichkeit:

- der Beschluss der CREG (B)130516-CDC-658E/26 vom 16. Mai 2013 bezüglich des "berichtigten Tarifvorschlages der ELIA SYSTEM OPERATOR SA vom 2. April 2013 für den Regulationszeitraum 2012-2015", gefasst in Anwendung von Artikel 12^{quater} § 2 des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarkts, und in dem Folgendes hervorgehoben wird:

"198. Durch ihr Schreiben vom 14. März 2013 hat Elia die CREG über die aktuelle Lage des Markts der grünen Bescheinigungen in der Wallonischen Region informiert. Elia hat die CREG ebenfalls gebeten, ihr mitzuteilen, welche Maßnahmen sie infolge der von Elia gemachten Feststellung zu treffen beabsichtigt.

199. Bis auf heute gibt es kein konkretes Element, auf dessen Grundlage die CREG Elia eine Antwort geben könnte. In der Presse oder anlässlich des Ideen- und Informationsaustauschs zwischen der CREG und den einbezogenen Akteuren haben zahlreiche Informationen kursiert, aber bis auf heute hat keine offizielle Entscheidung diese Informationen bestätigt. Da konkrete Entwicklungen jedoch in naher Zukunft erwartet werden, hält die CREG es nicht für zweckmäßig, den Tarif für die Verpflichtung öffentlichen Dienstes für die Finanzierung der Maßnahmen zur Förderung der erneuerbaren Energien in der Wallonie im Rahmen des berichtigten Tarifvorschlages zu ändern.

200. Demzufolge beschließt die CREG die von Elia vorgeschlagenen Werte für die Jahre 2012 und 2013 zu genehmigen.

201. Die CREG fordert Elia jedoch dazu auf, ihr einen neuen Vorschlag zur Anpassung dieses Tarifs zu unterbreiten, sobald genügend konkrete Elemente in Betracht gezogen werden können. In Ihrem Schreiben vom 26. April 2013 hat Elia ihre Absicht bestätigt, die CREG bezüglich des Tarifs wieder anzusprechen."

- der klare Wille seitens Elia, kurzfristig einen neuen Tarifvorschlag zu unterbreiten, um den Tarifaufschlag "grüne Bescheinigungen" zu erhöhen;

- die Auswirkungen dieses Aufschlags auf die Stromkosten und die Risiken für die Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen und die Kaufkraft der Strom verbrauchenden Bürger;

- die specifieke Auswirkungen der Ankäufe in Zusammenhang mit der vorzeitigen Gewährung von grünen Bescheinigungen in 2013 auf diesen Tarifaufschlag, die von der CREG anlässlich ihrer Anhörung durch die Regierung während der Regierungssitzung vom 28. März 2013 bestätigt wurden, unter Bezugnahme auf die letzten statistischen Daten betreffend die Bestellungen von photovoltaischen Solaranlagen mit einer Leistung gleich oder unter 10 kW;

- wenn kurzfristig keine Maßnahmen ergriffen werden, stellen die Auswirkungen dieses Tarifaufschlags auf den Strompreis, nämlich eine erneute unumkehrbare Tarifierhöhung, ein Risiko schwerer Schäden für die Wettbewerbsfähigkeit der Betriebe und die Kaufkraft der Strom verbrauchenden Bürger dar;

Aufgrund des am 19. Juni 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 53.549/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des mit der Energie beauftragten Ministers für nachhaltige Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 13, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2010, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Die vorzeitige Gewährung von grünen Bescheinigungen gilt nicht für mittels photovoltaischer Solarzellen funktionierenden Anlagen zur Stromerzeugung mit einer Nettoleistung unter oder gleich 10 kW wenn das Bezugsdatum für die Bestimmung der auf diese Anlagen anwendbaren Modalitäten der Zuweisung der grünen Bescheinigungen, so wie in Artikel 15^{quater}, Absatz 2 definiert, nach dem Datum des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms liegt.”

Art. 2 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Juni 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/203939]

27 JUNI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 38, § 1, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007 tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het advies CD-13d28-CWaPE-484 van de “CWaPE” van 28 april 2013 gegeven bij hoogdringendheid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de volgende elementen :

- de beslissing van de CREG (B)130516-CDC-658E/26 van 16 mei 2013 betreffende “het aangepaste tariefvoorstel van ELIA SYSTEM OPERATOR SA van 2 april 2013 voor de gereguleerde periode 2012-2015” aangenomen overeenkomstig artikel 12^{quater}, § 2, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, waarin het volgende wordt bepaald :

“198. In haar schrijven van 14 maart 2013 heeft Elia de GREG in kennis gesteld van de huidige toestand van de markt van de groene certificaten in het Waalse Gewest. Elia heeft ook aan de GREG gevraagd welke gevolgen, met name inzake tarieven, ze aan de door Elia gedane vaststelling wil geven.

199. Er bestaat heden geen concreet element waarmee de CREG op het verzoek van Elia kan antwoorden. Talrijke inlichtingen zijn onlangs in de pers of tijdens uitwisselingen tussen de CREG en de betrokken actoren verspreid maar er is tot nu toe geen enkele officiële beslissing die deze inlichtingen heeft bekrachtigd. Aangezien concrete ontwikkelingen binnenkort worden verwacht, vindt de CREG het evenwel niet opportuun om het tarief voor de openbare dienstverplichting te wijzigen voor de financiering van de steunmaatregelen aan de hernieuwbare energie in Wallonië in het kader van het aangepaste tariefvoorstel.

200. De CREG beslist bijgevolg de door Elia voorgestelde waarden voor het jaar 2012 en 2013 goed te keuren.

201. De CREG verzoekt er nochtans Elia om haar een nieuw voorstel tot aanpassing van dit tarief te doen zodra voldoende concrete elementen in aanmerking zullen kunnen worden genomen. In zijn brief van 26 april 2013 heeft Elia haar voornemen om zich wat betreft dit tarief opnieuw tot de CREG te richten, bevestigd.”;

- de duidelijke wil van Elia om een nieuw tariefvoorstel op korte termijn in te dienen om de toeslag op het tarief “groene certificaten” te verhogen;

- de impact van die toeslag op de elektriciteitsprijs en het risico voor de concurrentiekracht van de ondernemingen en de koopkracht van de burgers die elektriciteit verbruiken, dat uit die aanpassingsaanvraag voortvloeit;
 - de specifieke impact van de aankopen betreffende de in 2013 vervroegde toekenningen op dit toeslagniveau, die door de CREG bij haar verhoor door de Regering op de vergadering van de Regering van 28 maart 2013 is bekrachtigd gezien de laatste beschikbare statistieken betreffende de bestellingen van fotovoltaïsche zonnepanelen met een vermogen lager dan of gelijk aan 10 kW;
 - indien geen maatregelen op zeer korte termijn worden getroffen, vormt de impact van die toeslag op de elektriciteitsprijs een nadelig risico dat de concurrentiekracht van de ondernemingen en de koopkracht van de burgers die elektriciteit verbruiken, door een nieuwe onomkeerbare verhoging van de tarieven ernstig zou benadelen;
- Gelet op het advies 53.549/4 van de Raad van State, gegeven op 19 juni 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
- Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling belast met Energie;
- Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 13, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekraftkoppeling, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2010, wordt aangevuld met het volgende lid :

“De vervroegde toekenning van de groene certificaten is niet van toepassing op de installaties voor elektriciteitsopwekking d.m.v. fotovoltaïsche zonnepanelen met een nettovermogen kleiner dan of gelijk aan 10 kW wanneer de referentiedatum voor de bepaling van de modaliteiten voor de toekenning van de groene certificaten die van toepassing zijn op die installaties, zoals bepaald in artikel 15^{quater}, tweede lid, voor die installaties na de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekraftkoppeling valt.”

Art. 2. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 27 juni 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31574]

13 JUNI 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'établissement d'un périmètre de préemption « Reine-Progrès » sur le territoire de la commune de Schaerbeek

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu les articles 1^{er} et 258 à 274 du Code Bruxellois de l'aménagement du territoire tels que modifiés par l'Ordonnance du 19 mars 2009 portant modification du titre VII et du titre X du Code bruxellois de l'aménagement du territoire relative au droit de préemption;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 septembre 2003 relatif au droit de préemption;

Considérant que le Code Bruxellois de l'aménagement du territoire permet de créer un droit de préemption au profit de divers pouvoirs publics, organismes d'intérêt publics et sociétés dépendants de la Région de Bruxelles-capitale;

Considérant que le périmètre soumis au droit de préemption peut être établi d'initiative ou à la demande d'un des pouvoirs préemptant visés à l'article 262 Cobat;

Considérant la demande de la Commune de Schaerbeek du 18 février 2013;

Considérant que conformément aux articles 259, 1^o, 2^o et 4^o du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, le droit de préemption est exercé dans l'intérêt général, en vue de :

- réaliser des équipements d'intérêt collectif et de service public relevant des compétences de la Région de Bruxelles-Capitale ou des communes ou des C.P.A.S.,

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31574]

13 JUNI 2013. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de vaststelling van een perimeteer van voorkoop « Koningin-Vooruitgang » op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de artikelen 1 en 258 tot 274 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 19 maart 2009 tot wijziging van titel VII en titel X van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening betreffende het voorkooprecht;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 september 2003 houdende het voorkooprecht;

Overwegende dat het krachtens het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening mogelijk is een voorkooprecht tot stand te brengen ten gunste van verschillende overheden, instellingen van openbaar nut en vennootschappen die afhangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de aan het voorkooprecht onderhevige perimeteer bepaald kan worden uit eigen beweging of op aanvraag van een van de voorkooprechthebbende overheden bedoeld in artikel 262 van het BWRO;

Overwegende de aanvraag van de gemeente Schaarbeek van 18 februari 2013;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 259, 1^o, 2^o en 4^o van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening het voorkooprecht uitgeoefend wordt in het algemeen belang met het oog op :

- de realisatie van voorzieningen van collectief belang en van openbaar nut die onder de bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of van de gemeenten of O.C.M.W.'s vallen,